

Au Journal officiel du 5 au 11 juillet 2014

Au Journal officiel du 5 au 11 juillet 2014

15/07/2014

Au Journal officiel du 5 au 11 juillet 2014

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 5 juillet 2014 :

- Décret n° 2014-764 du 3 juillet 2014 relatif aux **effacements de consommation d'électricité** - *Modification du décret n° 2001-630 du 16 juillet 2001* ;
- Décret n° 2014-767 du 3 juillet 2014 relatif à la **liste nationale des quartiers prioritaires de la politique de la ville et à ses modalités particulières de détermination dans les départements métropolitains** - *Modification du décret n° 2014-173 du 21 février 2014* ;
- Arrêté du 25 juin 2014 *modifiant le Code de procédure pénale* (quatrième partie : Arrêtés) et relatif aux **établissements pénitentiaires affectés à l'exécution des peines** - *Entrée en vigueur le 31 juillet 2014* ;
- Arrêté du 25 juin 2014 *modifiant le Code de procédure pénale* (quatrième partie : Arrêtés) et relatif aux **quartiers des mineurs des maisons d'arrêt ou des établissements pour peines** - *Entrée en vigueur le 1er juillet 2014* ;
- Arrêté du 25 juin 2014 *modifiant le Code de procédure pénale* (quatrième partie : Arrêtés) et relatif aux **services pénitentiaires d'insertion et de probation** ;
- Arrêté du 25 juin 2014 *modifiant le Code de procédure pénale* (quatrième partie : Arrêtés) et relatif aux **services pénitentiaires d'insertion et de probation** ;
- Rectificatif au décret n° 2014-659 du 23 juin 2014 portant **réforme des aides à la presse** ;
- Rectificatif à l'arrêté du 27 juin 2014 portant homologation de modifications du **règlement général de l'Autorité des marchés financiers**.

Au JO du 6 juillet 2014 :

- Décret n° 2014-768 du 4 juillet 2014 relatif aux **conditions d'ouverture des activités et services des mutuelles et unions relevant du livre III du Code de la mutualité** - *Modification du Code de la mutualité*.

Au JO du 8 juillet 2014 :

- **Loi n° 2014-773 du 7 juillet 2014 d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale** - *Modification du Code monétaire et financier, du Code général des collectivités territoriales et de la loi n° 2010-873 du 27 juillet 2010* ;

· **Loi n° 2014-774 du 7 juillet 2014 visant à répartir les responsabilités et les charges financières concernant les ouvrages d'art de rétablissement des voies** - *Modification du Code général de la propriété des personnes publiques* ;

· Arrêté du 2 juillet 2014 *modifiant l'arrêté du 19 février 2010* relatif aux modalités de **l'épreuve pratique de l'examen du permis de conduire de la catégorie B et de la sous-catégorie B1** - *Entrée en vigueur le 1er août 2014.*

Au JO du 9 juillet 2014 :

· Loi n° 2014-779 du 8 juillet 2014 **encadrant les conditions de la vente à distance des livres et habilitant le Gouvernement à modifier par ordonnance les dispositions du code de la propriété intellectuelle relatives au contrat d'édition** - *Modification de la loi n° 81-766 du 10 août 1981* ;

· Rectificatif à la **loi n° 2014-773 du 7 juillet 2014 d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale** ;

· Décret n° 2014-782 du 7 juillet 2014 **relevant le plafond des ressources prises en compte pour l'attribution de la protection complémentaire en matière de santé** - *Entrée en vigueur le 1er juillet 2014 - Modification du Code de la sécurité sociale* ;

· Arrêté du 8 juillet 2014 relatif aux conditions de **fonctionnement du site internet de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.**

Au JO du 10 juillet 2014 :

· Décret n° 2014-784 du 8 juillet 2014 relatif à **la sécurité des transports collectifs routiers de personnes et portant diverses dispositions relatives au transport routier** - *Modification du Code de la route et de plusieurs textes non codifiés* ;

· Décret n° 2014-785 du 8 juillet 2014 relatif au **seuil prévu à l'article L. 511-47 du Code monétaire et financier** - *Modification du Code monétaire et financier* ;

· Décret n° 2014-786 du 8 juillet 2014 relatif au **caractère collectif et obligatoire des garanties de protection sociale complémentaire** ;

· Arrêté du 23 juin 2014 *modifiant l'arrêté du 25 avril 2014* portant **reconnaissance du test d'évaluation du français (TEF).**

Au JO du 11 juillet 2014 :

· Loi n° 2014-788 du 10 juillet 2014 tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du **statut des stagiaires** - *Modification du Code de l'éducation, du Code de la sécurité sociale, du Code du travail, du Code de la santé publique et du Code général des impôts* ;

· Loi n° 2014-789 du 10 juillet 2014 **habilitant le Gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées** ;

· Loi n° 2014-790 du 10 juillet 2014 **visant à lutter contre la concurrence sociale déloyale** - *Modification du Code du travail, du Code de procédure pénale, du Code pénal, du Code des douanes, du Code des assurances, du Code des transports et de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945* ;

· Ordonnance n° 2014-792 du 10 juillet 2014 portant **application de l'article 55 de la loi n° 2013-1168 du 18 décembre 2013 relative à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant**

diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale - *Modification du Code de la défense, du Code civil, du Code de l'environnement, du Code général des collectivités territoriales et de plusieurs textes non codifiés ;*

- Décret n° 2014-794 du 9 juillet 2014 relatif à la partie réglementaire du Code du cinéma et de l'image animée - *Modification et abrogation de plusieurs textes non codifiés ;*

- Arrêté du 4 juillet 2014 relatif à l'**information du consommateur sur les prix des produits et prestations destinés à compenser la perte d'autonomie** - *Entrée en vigueur le 1er janvier 2015.*

La Rédaction Législation

© LexisNexis SA